

La JMA 2008 souligne les effets du changement climatique et des bioénergies

La FIMARC est heureuse de s'associer à tous les groupes, associations, pays et organisations internationales qui célèbrent le 16 octobre, la journée mondiale de l'alimentation. Cette journée qui souligne les effets du changement climatique et des bioénergies vient à point nommé pour dénoncer certaines pratiques abusives dans la « grande » production et notamment dans la production d'agrocarburants et pour revendiquer la souveraineté alimentaire des peuples.

Nous partageons l'analyse de M. Alexander Meller, sous-directeur général de la FAO qui souligne l'urgence de stratégies d'adaptation pour les pays pauvres qui sont les plus vulnérables face à ces changements climatiques alors qu'ils n'ont contribué que très peu aux émissions de gaz à effet de serre.

Nous souhaitons toutefois que dans le même temps, soient adoptées par les instances concernées des mesures visant à réduire fortement ces émissions de gaz à effet de serre, spécialement de la part des pays riches, ceci afin d'éviter de mettre en œuvre des programmes qui ne seront que des emplâtres sur des jambes de bois.

Beaucoup d'analyses concordent pour dire qu'il est urgent de changer fondamentalement nos modes de vie et de production. Ceci est particulièrement vrai pour les pays développés et les pays en émergence. Les changements climatiques aujourd'hui avérés, ne sont qu'une des manifestations tangibles des graves dommages subis par notre planète.

La production d'agrocarburants, certains les qualifiant même de nécrocarburants, vont dans ce même sens de destruction de la biodiversité, d'une consommation effrénée d'eau, d'engrais et de divers intrants ne servant qu'à des monocultures intensives et cela pour des résultats qui sont loin d'être probants, en tout cas pour les populations les plus pauvres.

Pour la FIMARC et ses mouvements membres, il est urgent d'agir, de porter nos revendications pour le droit à l'alimentation, sa réalisation dans le cadre de la souveraineté alimentaire et dans le choix de systèmes d'économie solidaires, qui puissent répondre aux droits fondamentaux des populations (droit à la terre, à un environnement sain, à la santé, à des conditions de travail décentes...).

Nous insistons auprès du Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale de la FAO réuni en ce moment au siège de la FAO pour l'évaluation des tendances en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, pour qu'il examine avec sérieux et en conscience les dommages causés par les excès des monocultures, par les dégâts environnementaux entraînant ces changements climatiques et pour qu'il prépare des recommandations fermes aux instances décisionnelles pouvant mettre un frein, sinon un terme à ces pratiques.

Convaincue de l'appui que nous pouvons trouver auprès de la FAO, la FIMARC s'engage à répercuter et appliquer toutes les mesures qui seront prises en faveur de changements qui ne pourront que bénéficier aux populations rurales.

Assesse, octobre 2008